

Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Telex : PRENO A 211.628 F.
 Edité par la SPN (Société de presse nouvelle)
 Directeur de la publication : Alain Bobbio.
 Numéro de la commission paritaire : 46 722.

Imprimé par Rotographie à Montreuil.
 Ficcobono (pour le Sud-Est).
 Midifax-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR
 • Luxembourg : 15 Fl • Italie : 350 L • Grèce : 22 DR
 • Suisse : 1 FS • Portugal : 15 Esc
 • Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire 1F 80

**Cosi Fan Tutte
 de Mozart,
 ce soir sur A2**

Lire page 7

EDF/GDF : Une grève contre les provocations ?

Ce matin, un mot d'ordre de grève est lancé à l'EDF. Les directions syndicales (CGT, CFDT, FO, UNCM et CFTC) entendent ainsi protester contre les attentats dirigés contre les locaux de l'Electricité de France.

Il semble que les travailleurs de l'EDF n'aient pas tous la même analyse que leurs directions et des sections syndicales ont déjà fait savoir qu'elles ne s'associeront pas au mot d'ordre de grève qui risque d'apporter de l'eau au moulin des partisans gouvernementaux de la manière forte.

LARZAC 77

**Plus combatif et plus unitaire
 que jamais**

Sept ans déjà. En septembre 1970, le ministre de la Défense de l'époque annonçait qu'il envisageait l'extension du camp militaire du Larzac. De 3 000 ha, il s'agissait de passer à 17 000 ha.

En termes humains, cela représentait 107 exploitations agricoles confisquées, soit 540 personnes jetées hors de chez elles. Et, depuis, les 103 paysans du Larzac n'ont cessé de lutter contre l'administration, l'armée et la police.

En août 1973, des dizaines de milliers de paysans, de travailleurs et de jeunes démontraient que, désormais, le Larzac avait dépassé sa signification première pour devenir un étendard de lutte, en Occitanie d'abord, dans tout le pays ensuite.

Après de nombreuses manifestations de solidarité dans toute la France, des manifestations à Paris, à Millau, etc., la présence des Lip et d'autres entreprises en lutte, des écologistes et des antimilitaristes tout au long de ces années de combat acharné, nous retrouvons cette année un « Larzac 77 » plus combatif et plus unitaire que jamais.

En cette année de veillée d'arme pour les états-majors politiques, le rassemblement du Larzac comme ceux de la semaine précédente à Malville et Naussac revêt une signification particulière. Il rappelle, et à ce titre les paysans du Larzac ont été très clairs lors de leur conférence de presse à Paris, que nombreux sont les travailleurs qui aujourd'hui ne sont pas prêts à faire les frais de la politique du gouvernement dans quelque domaine que ce soit, ni à attendre benoîtement l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche qui ne résoudra rien. Surtout pas en ce qui concerne les camps militaires, quand on entend Marchais et Mitterrand réclamer à cor et à cri le renforcement des forces conventionnelles...

Patrick Mars

Lire page 4

FRANCO ASSASSAINT



BELFAST : ECHEC A LA REINE

• Elisabeth a été obligée d'éviter soigneusement tout contact avec la population irlandaise

• Violente manifestation à Belfast

Lire page 2



L'AFRIQUE DU SUD, LA FRANCE ET LA BOMBE

L'URSS a informé plusieurs pays, dont la France et l'Allemagne, sur l'intention de l'Afrique du Sud de mettre au point une bombe atomique. Le Quai d'Orsay a répondu immédiatement que si cela était vrai, « le gouvernement français ne pourrait que condamner une telle initiative qui compromettrait gravement les efforts de tous ceux qui essaient de trouver des solutions pacifiques aux problèmes difficiles de l'Afrique australe ». La France participe certainement à la re-

cherche de ces « solutions pacifiques ». N'est-ce pas elle qui fournit, clés en main, ses centrales nucléaires au régime raciste du Cap et lui envoie également les techniciens d'encadrement, c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour fabriquer la bombe ?

ETHIOPIE

**La province d'Ogaden aux
 mains des troupes somaliennes**

Lire page 2

NEGOCIATION SECRETE

Après que Georges Marchais, hier à TF 1, a donné toutes les garanties nécessaires à François Mitterrand sur le maintien du caractère dissuasif de l'armement nucléaire français, et que Charles Hernu, responsable socialiste pour la Défense nationale, a déclaré au Monde que le fameux référendum pourrait n'avoir lieu qu'après un éventuel échec des négociations internationales sur le désarmement — ce qui en limite singulièrement la portée —, on voit mal ce qui s'oppose désormais à un accord de fond entre le Parti socialiste et le Parti communiste sur la Défense nationale.

Il faut peut-être y trouver la raison du déplacement soudain de la polémique vers l'affaire des « fuites » publiées par le Monde dans ses éditions datées du 10 août et qui concernaient les points essentiels de l'accord déjà réalisé par les négociateurs de la réactualisation du Programme commun. Le Parti communiste a beau jeu de dénoncer une « manœuvre déloyale et indélicat », d'autant que le texte reproduit ne contenait pas, semble-t-il, l'intégralité des dispositions retenues par les « quinze ».

On comprendrait cependant mieux son indignation s'il n'acceptait pas le jeu de la négociation secrète et des « indiscretions » diverses qu'elle implique. Car si la direction du PC reproche aux socialistes et aux radicaux d'avoir orienté les fuites dans un certain sens, que ne publie-t-elle pas, dans l'Humanité, l'intégralité du protocole d'accord, avec ses blancs, ses réactions multiples là où les désaccords persistent ou ses mentions « renvoi au sommet de septembre » !

N'est-ce pas Georges Marchais qui, il y a quelques mois, avait proposé, lors d'une émission de télévision, que les caméras viennent filmer les réunions sur l'actualisation du Programme commun ? Afin que la négociation se déroule au grand jour. Le Parti communiste fait mine de vouloir ne rien cacher aux travailleurs. A rester silencieux tant sur la Défense nationale que sur les nationalisations ou les mesures sociales — on aimerait bien savoir qui défend quoi sur le SMIC, l'éventail des salaires, les prestations familiales, l'emploi, etc. —, le PC laisse à penser qu'il pratique en réalité un double langage. Devant les travailleurs et devant la table de discussion.

Au-delà des polémiques publiques — dont le caractère dramatique est, à dessein, exagéré — la pratique de la négociation secrète a caractérisé les travaux de réactualisation du Programme commun. Ce n'est sans doute pas par hasard. Les mauvaises pilules, sur une partie du texte, sont plus faciles à faire avaler quand on peut justifier de contrepoisons sur une autre partie. Gageons que lorsque sera connu le texte définitif, chacun saura y trouver son apport essentiel. Et les travailleurs, pas plus demain que depuis quatre mois, n'auront leur mot à dire.

Pierre Julien

ET POURTANT ELLE TOURNE

Perou : 3 000 licenciements

Les dirigeants syndicaux et les « organisateurs » de la grève générale du 19 juillet dernier au Pérou, qualifiée de « politique » par le gouvernement ont été licenciés par leurs employeurs en vertu d'un décret entré opportunément en vigueur pour quinze jours...

Famine en Erythrée

Le Front de libération de l'Erythrée affirme que deux millions et demi d'Erythréens seraient actuellement privés de grains à la suite de l'occupation de la province par l'armée éthiopienne. « La famine est un des moyens sauvages utilisés par l'Éthiopie contre la révolution érythréenne » a déclaré le Front qui fait par ailleurs appel aux pays arabes et amis et aux organismes humanitaires.

Corvalan invité par le PC britannique

Le secrétaire général du PC chilien, Luis Corvalan, a été invité en Grande-Bretagne en septembre par le PC britannique. Il rencontrera des dirigeants syndicaux et travaillistes et se rendra en Écosse à l'invitation des mineurs écossais.

Portugal : vote de la loi d'indemnisation des propriétaires

La loi portant sur l'indemnisation des propriétaires des entreprises nationalisées après avril 1974 a été adoptée dans la nuit de mardi à mercredi par l'Assemblée de la République. Le Parti socialiste a voté pour et le PSD s'est abstenu. Le PC et l'UDP ont voté contre la loi.

Petra Krause restera en prison

Le gouvernement suisse a rejeté mercredi la demande de mise en liberté provisoire de Petra Krause en Italie que si ce pays s'engage à la renvoyer ultérieurement en Suisse pour y être jugée.

Le PC roumain fait bande à part

Décidément, le Parti communiste roumain prend goût à l'indépendance. Après avoir reçu Santiago Carrillo à la barbe de Brejnev, il n'a pas joint sa signature aux 28 PC qui ont dénoncé la bombe à neutrons. Il a publié son propre communiqué, dont le contenu est le même que celui des « partis-frères », marquant par là sa volonté d'agir indépendamment, même si c'est dans le même sens, du « mouvement communiste international ».

Le XI^e Congrès du PC chinois sur le point de s'ouvrir ?

Différents signes semblent laisser entendre que le XI^e Congrès du Parti communiste chinois serait sur le point de s'ouvrir ou serait déjà ouvert. Ce congrès avait été convoqué et préparé par le comité central de la mi-juillet qui avait aussi réhabilité Teng Hsiao-ping. Mercredi, le « Quotidien du peuple » a publié un long dossier sur les dix précédents congrès et a créé une rubrique spéciale, invitant les Chinois à accueillir la convocation du XI^e Congrès du PC par des « actes concrets pour le développement du pays ». Il semble, d'autre part, que l'ensemble des hauts dirigeants chinois qui s'étaient rendus à Pékin pour célébrer le 50^e anniversaire de l'armée rouge le 1^{er} août soit demeuré dans la capitale. De toute façon, il semble que la seule surprise que réserve ce XI^e Congrès est sa date d'ouverture, dans la mesure où la réintégration de Teng et l'exclusion de la « bande des Quatre » du parti ont été décidées par le dernier comité central.

Elysabeth à Belfast

MANIFESTATIONS REPUBLICAINES

Elle est venue, noblesse oblige, elle n'a pas vu grand-chose, mais surtout elle n'a vaincu personne. Protégée par ses 32 000 guerriers, son lance-missile et son sous-marin, Elysabeth n'a pu se rendre au château d'Hillsborough qu'en hélicoptère, pour y tremper un petit four dans le champagne des notables et ennoblir quelques laquais.

Pendant ce temps, des milliers de manifestants républicains se répandaient en marée dans les rues de Belfast. Brandissant des drapeaux noirs, criant leur haine à cette reine qui prétend encore les maintenir en colonie et vient parader au moment du sixième anniversaire de l'introduction de l'internement sans jugement, les manifestants se sont violemment heurtés aux forces de police et à l'armée britannique. Barricades, voitures en feu, balles de caoutchouc, corps à corps, Belfast était en émeute, hier, et le nombre des blessés est très élevé.

Cette manifestation, convoquée par le Sinn Fein provisoire, avait commencé en silence, précédée d'une grande banderole : « Elysabeth, reine de la mort, 1969-1977 : 1 800 morts ». C'est au moment où l'armée voulut interdire aux manifestants le chemin de l'hôtel de ville que les combats de rue ont éclaté.

Quelques instants auparavant, une bombe avait explosé en plein centre de Belfast, faisant six blessés légers.

Pas de bain de foule pour la reine, donc, pas de petits drapeaux agités par les foules en liesse. Les « fidèles sujets » étaient bien dans la rue, mais pour y crier leur colère. Quant à la suzeraine haïe, il ne lui restait plus, pour fêter son jubilé, qu'à prendre la voie des airs, elle qui n'était pourtant jamais montée dans un hélicoptère, pour « raison de sécurité » assurent ses conseillers...

La « garden party » continue aujourd'hui, d'hélicoptères en réceptions privées. Hier soir, l'armée était en alerte pour toute la nuit. « La nuit sera longue », disait-on du côté de l'IRA. Et aujourd'hui, d'autres manifestations auront lieu. Pour que la reine emporte bien le véritable visage de l'Irlande républicaines.

Simon Ploech



Le quartier de l'hôtel de ville de Belfast bouclé par la police.

ETHIOPIE

La province d'Ogaden aux mains des forces somaliennes

Après six semaines de combat, il semble que la province éthiopienne de l'Ogadem soit aux mains des forces somaliennes. C'est l'ambassadeur d'Éthiopie au Kenya qui l'a admis officiellement mardi soir. Il s'agit d'un événement majeur pour la situation dans « la corne » de l'Afrique. L'empire éthiopien constitué de bric et de broc sous la férule de l'empereur Haïlé Sélassié et de l'impérialisme connaît désormais un processus irréversible d'éclatement.

La carte était mauvaise et Siad Barre, avec ironie, vient de marquer un point décisif dans l'Ogadem avec les Migs et les chars que Brejnev lui avait si généreusement fournis au temps de ses amitiés moscovites. Gageons que du côté de Pékin, où pour une fois on est prudent, un cer-

tain gouvernement somalien, en guerre contre les envahisseurs « socio-impérialistes » se met à avoir des qualités qu'aucun des bandits de la bande des quatre n'avait soupçonnées jusqu'à présent.

C. Gabriel

Une défaite cuisante de l'URSS et de Cuba

L'Ogadem, comme l'Erythrée au nord, fut brutalement intégré au territoire éthiopien aux termes de la défaite italienne face aux troupes britanniques. Une fois qu'ils eurent reconstruit le pouvoir central, imposé le retour de l'empereur contre les mouvements de résistance populaire, les Anglais et les Américains fondèrent leur stratégie dans la région sur une Éthiopie puissante disposant des ressources et du débouché maritime de l'Erythrée et du pétrole de l'Ogadem.

Tout cela se fit sans ménagement pour les populations. Massacres, intimidations et déportations imposèrent peu à peu le pouvoir central d'Addis Abeba. La résistance des populations somaliennes de l'Ogadem donna naissance à un Front de libération de la Somalie occidentale (FLSO).

Mais son indépendance vis-à-vis du régime somalien, lui-même partisan d'une Grande Somalie, est quelque peu douteuse. L'ambassadeur somalien au Caire, Abdallah Farah, déclarait encore le 9 août que le gouvernement de Mogadiscio n'a pas de visée sur la Somalie occidentale. « Une fois celle-ci libérée, a-t-il ajouté, le FLSO optera soit pour l'union avec la Somalie, soit pour l'indépendance. » Il s'agit en l'occurrence d'une pure formule de rhétorique diplomatique. Personne n'a jamais douté que la direction du FLSO est entièrement contrôlée par le régime somalien. La lutte des populations de l'Ogadem contre l'expansionnisme éthiopien reste ainsi parfaitement encadrée par le régime de Siad Barre.

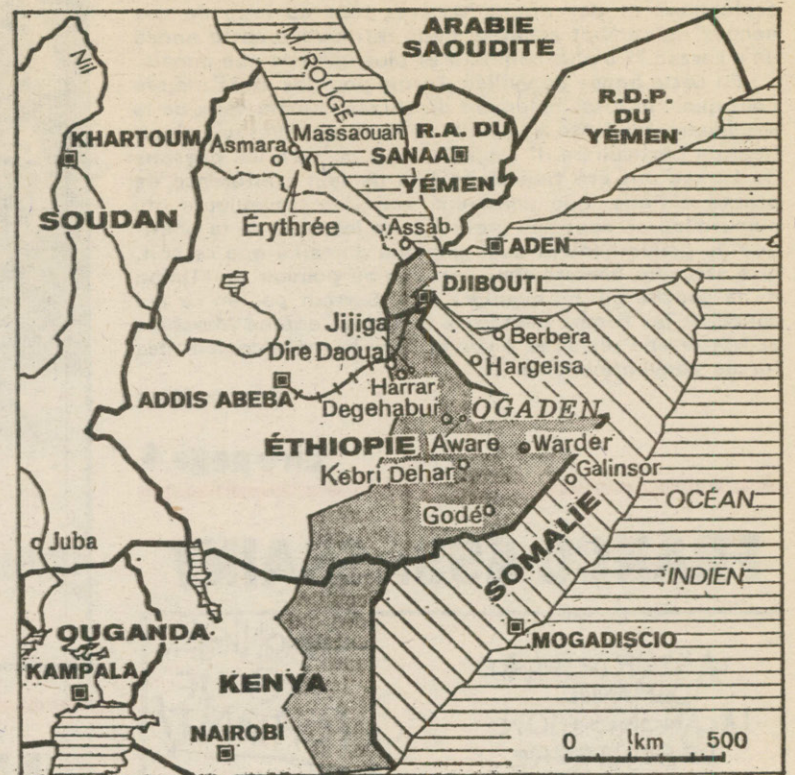
Le plus attristant n'est-il pas de voir les gouvernements éthiopiens et somaliens se fustiger et se dénoncer mutuellement de « fasciste » ? La

Somalie conçue comme la plaque tournante de sa politique dans la région amorce un virage qui n'est pas sans nous rappeler l'attitude de l'Égyptien Sadate, voilà quelque temps.

Les dominos diplomatiques ont donc tourné simultanément en Erythrée, à Djibouti et en Somalie. Le régime de Mengistu (Éthiopie) devient l'allié privilégié de la bureaucratie soviétique. Les combattants érythréens sont dorénavant voués aux foudres staliniennes. Les pays impérialistes offrent sans restriction leur aide au régime somalien. Techniciens soviétiques et militaires cubains débarquent pour aider la « révolution socialiste éthiopienne ».

Cette pantomime n'aura pas le même effet politique que l'intervention en Angola. Il est vraiment difficile de faire croire que les bouchers d'Addis Abeba sont la direction révolutionnaire authentique du peuple éthiopien. Il est franchement délicat de trouver dans cette junte militaire qui refuse le droit à l'indépendance du peuple érythréen un régime « anti-impérialiste » réalisant une « véritable révolution » comme l'affirmait Castro dans une interview au journal « Afrique-Asie ».

De toute évidence nous voilà, à nouveau, confrontés à un acte délibérément contre-révolutionnaire de l'Union soviétique pour qui un petit colonel à peine jacobin pour les dimanches et les jours de fête sert d'ultime rempart à la montée des luttes des travailleurs éthiopiens. Pour une fois, sans doute, il n'y aura pas de dénouements progressifs suivant des règles diplomatiques codifiées. L'URSS et Cuba risquent de connaître une défaite cuisante, politique et militaire, face aux fronts érythréens.



ITALIE

Grève de la faim de deux journalistes de « Controinformazione »

Marco et Gigi Bellavita, journalistes à « Controinformazione », journal se réclamant de l'autonomie ouvrière, poursuivent une grève de la faim depuis le 17 juillet dernier. Ils entendent ainsi protester contre leur arrestation et emprisonnement totalement illégal ainsi que contre la saisie du matériel de la rédaction de leur journal. De nombreux journalistes italiens ont lancé une campagne pour exiger leur libération immédiate et dénoncer une nouvelle violation de la liberté de la presse. Aucun motif n'a en effet été invoqué pour l'arrestation des deux journalistes qui s'est faite uniquement sur la base de soupçons concernant leurs rapports avec l'Autonomie ouvrière. Cette nouvelle attaque contre la presse « dissidente » s'ajoute à l'offensive lancée ces derniers temps par le ministre de l'Intérieur Cossiga contre les radios libres (dernière en date une perquisition à Radio Città Futura de Turin au cours de laquelle des agendas et des documents ont été saisis).

LA POLEMIQUE PC-PS SUR LA DEFENSE

La polémique à gauche sur la Défense nationale a rebondi, hier, à la suite de la publication par « le Monde », dans ses éditions datées du mercredi 10 août, des « points les plus importants » sur lesquels, au cours de la séance de réactualisation du Programme commun du 28 juillet, un accord était intervenu entre les trois partis signataires.

Dans un éditorial en première page de « l'Humanité », hier matin, Charles Fiterman estime qu'il s'agit là d'une « manœuvre déloyale et indélicat » et met directement en cause les négociateurs socialistes et radicaux comme responsables de la « fuite ». L'accusation devait être reprise par Georges Marchais, interviewé à midi, sur France-Inter, celui-ci a, d'autre part, précisé les positions du Parti communiste en matière de Défense nationale (voir ci-dessous).

De leur côté, le Parti socialiste et les Radicaux de gauche « regret-

Les points sur lesquels Charles Fiterman, hier matin, dans l'Humanité, accuse le Monde d'inexactitudes ou d'omissions sont les suivants :

— le fait de ne pas mentionner que les initiatives en faveur du désarmement tiendraient compte de la nécessité de préserver à chaque étape la sécurité de la France, qu'il est clairement récusé toute idée d'un condominium de super-puissances sur le monde, et qu'il est inclus un paragraphe portant sur le refus de participation à toute nouvelle organisation militaire intégrée ;

— le fait de ne pas préciser que, sur plusieurs points, faute de rédaction commune, la décision est renvoyée au sommet de la gauche, et que, de toute façon, on ne peut parler d'« accord », mais de « bases générales d'accord », « aucun accord définitif, total ou partiel, n'ayant été conclu ».

Dans ses éditions datées de jeudi 11 août, le Monde repousse les accusations de Charles Fiterman. Pierre Viansson-Ponté écrit, d'autre part : « Dans un éditorial de l'Humanité, intitulé « une manœuvre déloyale », le responsable de la délégation communiste au « groupe des quinze », M. Charles Fiterman, s'en prend ce mercredi matin au Monde. Il ne conteste pas l'authenticité des dispositions que nous avons publiées, mais déclare le texte « incomplet, inexact sur des points essentiels ». Incomplet, certes, et nous l'avons dit. Inexact ?

Dans la mesure, sans doute, où il est incomplet. Or il ne pouvait en être autrement puisque diverses dispositions ont été mises en réserve et renvoyées à la reprise des discussions, en septembre, ce que nous avons écrit à maintes reprises. M. Fiterman nous avise que ce ne sont là que « des bases d'accord », mais que rien de définitif n'est définitivement conclu. C'est mot pour mot ce qu'on a pu lire dans le Monde du 30 juillet, page 5. »

Dans son interview à France-Inter, hier midi, Georges Marchais,

après avoir dénoncé la « fuite » qui a permis au Monde de publier l'essentiel de l'accord entre partis de gauche sur la Défense nationale, a répondu à François Mitterrand qui, dans l'entretien qu'il avait accordé au Matin, lundi dernier, reprochait au Parti communiste d'annuler l'effet dissuasif de l'armement nucléaire français en proposant la « collégialité » de la décision d'emploi de la bombe, l'abandon de la stratégie « anticités » et l'engagement de non-emploi en premier de l'arme nucléaire.

Nous publions ci-contre le texte initial du Programme commun de 1972, à propos de la stratégie de Défense nationale, les modifications intervenues lors de la réactualisation, telles que « le Monde » estime les connaître.

P.J.

général du PC a donné des garanties au Parti socialiste. Il a déclaré que si le Président devrait consulter quatre ou cinq « personnages » avant d'appuyer sur le bouton nucléaire, son parti ne proposait pas, pour eux, un droit de veto.

Quant à la stratégie « anticités » (utilisation des armes nucléaires contre les populations civiles) et le recours en premier à la force, Georges Marchais a bien précisé que ces dispositions seraient maintenues tant qu'un accord international n'aurait pas eu lieu pour les abandonner.

Sur ces trois points, le secrétaire

Le texte initial du Programme commun

• Texte du Programme commun de 1972 sur la stratégie de défense nationale (4^e partie, chapitre II, éditions sociales, pages 171-172).

« Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement. Celui-ci fondera pour la durée de la législature sa politique de défense nationale et de désarmement sur les principes suivants :

a) Renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire (...).

b) Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.

c) Signature des traités internationaux conclus sur la limitation et l'interdiction de certains armements (...).

d) Proposition d'une négociation mondiale visant au désarmement nucléaire universel, à la réduction simultanée et contrôlée des armements, des forces armées et des budgets militaires.

e) Cessation de toute vente d'armes et matériels de guerre aux gouvernements colonialistes, racistes ou fascistes (Afrique du Sud, Portugal, Espagne, Grèce).

f) Stricte réglementation des ventes éventuelles d'armement à l'étranger.

« Soucieux d'assurer la sécurité de la France en tenant compte de l'état actuel du continent européen, le gouvernement fondera sa politique de défense nationale tout à la fois sur la recherche de la sécurité collective et du désarmement, le respect de ses alliances et une réorganisation des forces armées françaises.

« Tout en refusant de réintégrer l'OTAN, la France ne s'interdira pas de conclure, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression. Dans la mesure où un système de sécurité collective européen l'impliquerait, des forces de l'armée française pourront y concourir.

« Dans le cadre de ses tâches de défense nationale, le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit (...). »

l'accord de réactualisation

Dans ses éditions datées du mercredi 10 août, « le Monde » publiait « les points les plus importants » sur lesquels la réactualisation du Programme commun avait abouti à un accord. Il s'agissait des points suivants :

— Après la signature d'un traité de désarmement, arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires ;

— le gouvernement agira en vue de l'élargissement du traité de Moscou (1972) sur les armements nucléaires et des négociations SALT sur les limitations des armements nucléaires ;

— en attendant la conclusion d'un traité de désarmement, l'armement nucléaire français sera maintenu « en état » ;

— la décision finale appartiendra aux Français ;

— le gouvernement adoptera une stratégie de dissuasion au sens strict ;

— il recherchera les moyens d'assurer l'indépendance de la France en matière de systèmes de détection et de repérage ;

— la décision de l'emploi de l'arme nucléaire relèvera de la compétence présidentielle et gouvernementale.

Pierre

Fête contre la centrale nucléaire de Flamanville dimanche

« Cotentin : pouvelle atomique de l'Europe. » Ce n'est pas un slogan choc, mais une réalité qui ira en s'accroissant avec la nucléarisation forcée de la Manche, comme nous l'avons montré hier. Aujour-

d'hui nous abordons dans un premier article la situation du mouvement antinucléaire en Basse-Normandie et notamment les positions du CRILAN.

Le Cotentin, c'est avant tout La Hague, cette usine de traitement du combustible produit par les centrales nucléaires, que l'on a implantée en expliquant aux paysans qu'il s'agissait d'une « usine de matériels électriques » (!) Cette usine est sans cesse rafistolée pour retraiter de plus en plus : maintenant on y traite les déchets d'Allemagne et du Japon.

En 1971, à l'origine de la lutte, le CCPAH (Comité contre la pollution atomique de La Hague) qui fut seul et isolé à mener le combat. Le PC de Cherbourg n'hésite pas à dire avoir été le premier à s'opposer mais cela fut toujours verbal. Le CCPAH, avec son audience relativement restreinte, reste essentiellement localisé à Cherbourg.

En fait, il faudra attendre l'application locale du programme électronucléaire du gouvernement — projets de Barfleur et Englesqueville qui semblent abandonnés et projet de Flamanville où les travaux commencent — pour voir naître en Basse-Normandie un véritable mouvement antinucléaire de masse : le Comité régional d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN) — que le CCPAH a intégré — né des premières mobilisations importantes au début de 1975.

L'audience que le CRILAN a gagnée auprès des populations locales empêche la presse régionale y compris la télé de lui fermer leurs colonnes. Son extension a été assez rapide : actuellement environ 25 comités (regroupant souvent plus de 20 ou 30 militants) répartis dans les villes et en campagne. Sa composition sociale a largement dépassé le milieu scolaire : un seul comité étudiant — un noyau important d'anciens militants de l'Ecole Emancipée qui ont joué un grand rôle dans sa construction — quelques pêcheurs, de nombreux travailleurs (bien souvent CFDT), mais également des paysans chez qui la lutte antinucléaire a fait naître un début de conscience politique et certains ont évolué vers les Paysans-travailleurs.

Plus spécifiquement au niveau des paysans, un CDA (Comité de défense des agriculteurs) a été mis en place et un GFA (Groupement foncier agricole) a été constitué, ce qui traduit bien une certaine maturation politique. Par ailleurs, des comités contre les couloirs de ligne se mettent en place sur le passage des futures lignes haute tension.

Les débats qui ont traversé le



CRILAN sont à plus d'un titre intéressants : d'abord parce qu'ils sont cruciaux pour l'avenir du mouvement antinucléaire dans la période actuelle, ensuite parce que ces débats traversent aussi les autres mouvements régionaux et groupes locaux.

D'emblée, sa plate-forme situe clairement le problème : « Nos adversaires ne sont pas seulement les technocrates de l'EDF de la CEA ; ce sont aussi les multinationales, les trusts du nucléaire — Creusot-Loire, NP, PUK, etc. —, le CNPF, les marchands d'armes. Sur le plan politique, ce sont tous les membres du gouvernement français, l'UDR, et les RI. Qu'ils veuillent l'admettre ou non, les partisans du programme électronucléaire actuel font la politique des grandes sociétés capitalistes internationales. »

Sur la question de la violence : le débat est plus actuel que jamais quand on a pu voir au lendemain de Malville toute la presse vouloir

découper le mouvement antinucléaire en une minorité d'irresponsables, anarchistes, terroristes, (même pas Français) et la grande masse non-violente par vocation. Pourtant le CRILAN (bien que des non-violents y participent) a clairement réaffirmé lors de sa dernière assemblée générale : « Nous refusons de nous prononcer idéologiquement en faveur de la violence ou de la non violence. Face à la violence faite aux populations du Nord-Cotentin par une nucléarisation forcée (pollution, répression...), le CRILAN a choisi une contre-violence de masse... »

Sur la question de la stratégie, là encore un débat crucial comme on a pu s'en rendre compte à Malville où les syndicats et les partis politiques de gauche ont tout fait pour isoler les antinucléaires. Dans sa plate-forme, le CRILAN affirmait : « Nous disons non à l'industrie nucléaire et nous ne souscrivons pas à la politique énergétique de la gauche. Cela n'exclut pas toutefois la possibilité d'actions communes limitées par le refus du programme de centrales. »

Mais la pratique ne répond pas toujours à une telle volonté. La responsabilité en incombe aux partis de gauche et à la CGT qui refusent systématiquement toute unité. Cette attitude nourrit un courant « anti-organisations » qui estime que « les organes ne font rien et ne viennent qu'à la fin pour récupérer »... Certains allaient jusqu'à demander que le CRILAN dénonce la plate-forme politique qu'il a signée avec l'UR-CFDT Basse-Normandie et les Amis de la terre (plate-forme qui exige entre autres un moratoire nucléaire d'au moins trois ans et engage les signataires à tenir 100 meetings communs), ne comprenant pas du tout que dire « non au nucléaire » n'est pas contradictoire avec le fait d'avancer un mot-d'ordre immédiat de moratoire à partir du moment où celui-ci permet d'élargir le mouvement de lutte, surtout lorsqu'il s'agit de syndicats ouvriers, ce qui est capital pour sortir le mouvement de l'isolement et de l'impasse.

Cependant, la dernière assemblée générale du CRILAN réaffirme : « Nous recherchons tout contact et action commune avec les syndicats ouvriers, les groupements d'agriculteurs, associations familiales, de consommateurs, etc. » Et d'un autre côté refuse tout lien avec le « Comité de défense du littoral » où est présent le RPR.

La caravane de Lutte ouvrière agressée à Montlouis

• Communiqué

Jeudi 4 août, la caravane de Lutte ouvrière était à Montlouis, dans les Pyrénées orientales.

Tout s'était bien passé dans la journée ; mais à la séance de cinéma du soir, une vingtaine de jeunes à cheveux ras, affichant ouvertement leurs opinions racistes et anticomunistes, ont interrompu la projection, détruisant du matériel et blessant un spectateur. Les habitants de Montlouis et les touristes présents étaient indignés par de telles méthodes.

Une plainte a été déposée. Il est inadmissible que de tels individus parviennent impunément à Montlouis et veuillent y faire la loi.

Mais cela n'empêchera pas la caravane de continuer sa route.

Lutte ouvrière

Nous à « Rouge », nous avons tout de suite fait un rapprochement qui vaut ce qu'il vaut : n'est-ce pas à Montlouis que l'armée possède un de ses camps d'entraînement commando ? Dans ces endroits chers à la hiérarchie militaire on y retrouve bien souvent une idéologie qui pue le racisme et l'anticommunisme primaire. Il est possible que l'action dont ont été victimes les camarades de LO ait été programmée dans un mess du Centre d'entraînement commando et si enquète il y a, ce serait très opportun qu'elle se dirige vers ce lieu, vénéré des nostalgiques de la « coloniale » mais si hai par les appelés.

Les condamnés de Bourgoin envisageraient de faire appel

Contrairement à ce qu'avaient, dans un premier temps, avancé les avocats des six antinucléaires de Bourgoin condamnés à la prison ferme, il semble bien qu'un appel de la décision du tribunal sera déposé prochainement. Une réunion du collectif d'avocats ayant assuré la défense durant le procès devait se tenir hier pour prendre une décision définitive à ce sujet. Décision délicate dans la mesure où tout appel, même d'un seul des condamnés, risque de susciter à son tour un appel à minima du parquet à l'encontre de tous les inculpés, les condamnés comme relaxés. Dans ce cas, il est probable que le parquet, selon une pratique quasi constante qui s'apparente plus à de la vengeance qu'à de la justice, ne manquerait pas de requérir des peines plus lourdes que celles demandées par le procureur à Bourgoin. Certes, il n'est pas sûr que la cour d'appel qui serait amenée à trancher ce nouveau procès suivrait le parquet. Mais le risque existe.

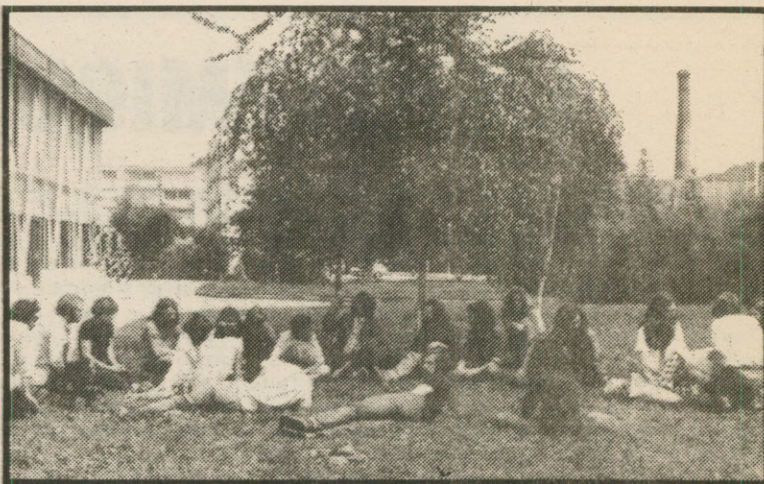
Du côté de la défense, on est conscient du problème. C'est pourquoi, dimanche matin, après 25 heures de procès, les avocats avaient

annoncé qu'ils ne feraient pas appel. Mais depuis, certains des condamnés ont fait savoir qu'ils envisageaient de revenir sur cette décision. C'est notamment le cas de Müller, condamné à six mois de prison, dont trois avec sursis. Ce dernier fait remarquer que se destinant au professorat en Allemagne fédérale, sa condamnation définitive ruinerait à jamais son avenir professionnel dans un pays qui n'a aucune indulgence pour tout individu condamné en vertu de la loi anti-casseurs, ou de toute autre loi anti-terroristes.

Cette décision est d'autant plus difficile à prendre qu'en vertu d'un véritable chantage exercé par le parquet par la possibilité de l'appel *a minima* contre tous les inculpés, elle peut engager tout le monde. Il semble néanmoins, en accord avec tous les condamnés, que la défense décidera de se pourvoir en appel. Décision d'autant plus fondée qu'elle laisserait entendre, si elle n'était faite, que les accusés reconnaissent leur culpabilité. Or leurs déclarations et précisions apportées à l'audience, les conditions scandaleuses du déroulement de celle-ci, notamment

dans la façon dont les inculpés ont été « reconnus » par les gendarmes mobiles, ont clairement montré la fragilité de l'accusation. C'est d'ailleurs pourquoi cette dernière a été obligée de se réfugier derrière une loi scélérate (la loi anti-casseurs) et une procédure ignoble (les flagrants délits) pour obtenir des condamnations.

G.M.



Les grévistes de la faim qui entendent protester contre le verdict de Bourgoin.

Aujourd'hui débrayages d'une heure à l'EDF contre les attentats

Une grève mal à propos

Les syndicats d'EDF-GDF, CGT, CFDT, FO, UNCM, CFTC ont retrouvé l'unité perdue depuis pas mal de temps, non pas sur les revendications salariales comme l'espèrent bon nombre de syndiqués mais sur la base d'une action qui est le moins qu'on puisse dire ambiguë. En effet les directions syndicales appellent à un débrayage d'une heure ce matin à la prise du travail pour protester contre les violences dont sont l'objet les locaux de l'EDF et contre le climat d'insécurité dans lequel travaillent les employés de l'EDF.

Même si on peut avoir des désaccords avec la pratique utilisée par certains, en aucun cas la théorie du complot ne saurait être opérante. et éducative pour l'ensemble des travailleurs de l'EDF et pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ce n'est effectivement pas en lançant de symboliques cocktails Molotov que l'on arrêtera le programme nucléaire de la bourgeoisie.

Communiqués

Des installations EDF ont subi des dégâts matériels ces jours derniers. Nous réaffirmons la responsabilité du gouvernement qui, en prenant l'initiative de la répression et de la violence contre le mouvement écologiste à Malville peut provoquer des actes de révoltes. La grève proposée par les directions syndicales des cinq fédérations risque fort d'être interprétée comme une dénonciation du mouvement écologiste et de faire passer le personnel EDF pour un défenseur du programme nucléaire gouvernemental... Nous exigeons la levée de toutes les peines des inculpés antinucléaires. Nous, syndicat de l'EDF Issy-les-Moulineaux, ne nous associons pas au mot d'ordre de grève du 11 août 1977.

Section CFDT EGF Issy-les-Moulineaux

Le syndicat CFDT EGF du centre Ile-de-France Sud condamne les attentats contre les agents et locaux EDF, en rejette la responsabilité sur le gouvernement et les directions qui refusent tout débat démocratique sur l'énergie nucléaire. Le syndicat tient à rappeler que les travailleurs d'EDF ne sont pas responsables de la politique énergétique du pouvoir et des directions. Une partie du personnel lutte d'ailleurs ouvertement avec la CFDT EDF-GDF contre le programme nucléaire. Le syndicat n'appelle pas à la grève du jeudi 11 août, le mot d'ordre de celle-ci étant ambiguë et favorisant l'amalgame entre la défense du personnel et la défense de l'énergie nucléaire.

Villejuif, le 10/8/77.

Ces actions sont minorisantes et surtout inefficaces et c'est vrai peuvent également poser des problèmes aux travailleurs de l'EDF.

Mais la réponse des directions syndicales ne permet en aucune façon d'engager un débat entre le mouvement écologiste et les travailleurs de l'EDF. Mettre aujourd'hui dans le même sac des gens qui font fausse route politiquement et le pouvoir qui met tout en œuvre pour imposer une politique énergétique uniquement axée sur le nucléaire est digne des analyses qui faisaient dire en 1972 que Pierre Overney était un provocateur appointé par le pouvoir. Que veut dire en effet la demande faite aux pouvoirs publics de tout mettre en œuvre pour que cessent les attentats ? En clair, cela peut signifier que demain, les travailleurs de l'EDF travaillent avec les CRS à la porte de leurs centres, ces mêmes CRS qui à Malville ont montré ce dont ils étaient capables. Peut-on d'un côté s'insurger contre les attaques faites aux libertés et de l'autre réclamer un renforcement du dispositif policier, ce même dispositif que la bourgeoisie n'hésite pas à envoyer contre les travailleurs en lutte !

—Aujourd'hui sous la pression de vastes mouvements de masse, la politique nucléaire du gouvernement est remise en cause. Partout en France des usagers de l'EDF refusent la solution du « tout nucléaire » et réduisent de 15 % leurs factures d'électricité. De nombreuses organisations (dont la CFDT) demandent l'arrêt immédiat, et ce pour trois ans, de la construction des centrales nucléaires ; ces organisations demandent un large débat sur le problème. C'est dans ce sens qu'aujourd'hui doivent être dirigés les efforts du mouvement écologiste mais aussi de l'ensemble du mouvement ouvrier. Se tromper d'ennemi, est dans tous les cas de figure la meilleure façon pour voir appliquer un programme nucléaire défini par une bourgeoisie plus soucieuse de ses intérêts immédiats que du devenir de l'humanité.

B. Morton



Tribune Libre du Comité Larzac-Paris « Redémontrer la force du soutien national après six ans de résistance »

Le premier but du rassemblement des 13 et 14 août est d'aider à la victoire définitive de la lutte du Larzac. Avoir résisté six ans, c'est déjà une victoire. Malgré l'ampleur des moyens employés par le pouvoir et son armée pour réaliser l'extension du camp, c'est jusqu'à maintenant un échec. 1977 est une année importante : le décret d'utilité publique arrive à terme à la fin de l'année ; pour poursuivre sa tentative d'extension, le pouvoir devra le renouveler. Depuis plusieurs années, Bourges annonce que la récolte 1977 sera la dernière permise aux paysans. A l'approche de ces échéances, il est essentiel de montrer au pouvoir que la détermination des paysans et des Millavois à ne pas céder s'appuie sur un puissant mouvement national de soutien. Nous le prouverons les 13 et 14 août.

● Affirmer, renforcer la solidarité entre tous ceux qui luttent pour « vivre et travailler au pays ».

Depuis plusieurs années, les paysans du Larzac, de Naussac, Vaumeilh, Braud-Saint-Louis, les viticulteurs, etc., refusent d'abandonner leurs terres. Comme les travailleurs qui se battent contre les fermetures d'usines, contre les licenciements massifs, ils exigent de pouvoir « vivre et travailler au pays ». Ce droit essentiel, l'Occitanie toute entière le revendique, comme toutes les autres régions dont la désertification est minutieusement programmée par le capital. Les 13 et 14 août, c'est tous ensemble que les travailleurs des champs, des usines et des bureaux affirmeront leur volonté d'imposer ce droit, à débattre des moyens et se donner pour coordonner leurs luttes afin de mieux y parvenir.

● Après Malville, après Naussac, avant 1978 : la nécessaire coordination du mouvement populaire.

Un peu partout, les luttes populaires se multiplient, la résistance surgit : contre le nucléaire, contre l'aménagement capitaliste des sols et de la société, contre le développement de plus en plus barbare de la société

industrielle capitaliste entièrement tournée vers l'accroissement des profits, au prix d'une constante dégradation des conditions de vie et de travail, de l'environnement des travailleurs, contre le flicage et la militarisation croissante de cette société. En été 1977, il semble évident que l'ensemble de ces luttes et leur convergence constituent le phénomène politique essentiel : du Pélerin à Lip, de Malville à Flamanville, de Naussac à Vaumeilh, la liste serait longue des lieux où cette résistance s'affronte au pouvoir. Manifestations, usines occupées, rassemblements, actions diverses et multiples, un mouvement populaire, certes hétérogène, affirme sa détermination, tout particulièrement ces derniers mois.

Alors qu'approchent les élections de 1978, voilà que ce mouvement pose le problème d'un nécessaire changement de société. Pendant ce temps, les appareils du monde politique « officiel » et « responsable » s'agitent beaucoup dans leurs cuisines.

Après Malville, après Naussac, les 13 et 14 août au Larzac, d'importantes composantes de ce mouvement populaire seront présentes : paysans et ouvriers en lutte, mais aussi antinucléaire, écologistes, antimilitaristes, femmes, immigrés, peuples opprimés et colonisés...

L'ensemble de ces luttes ont des buts et des problèmes communs, elles expriment la même volonté de changement. Elles savent aussi que pour gagner, elles ne peuvent compter sur les forces politiques « officielles » et « responsables ». Malville en est un exemple criant, mais combien douloureux ! Entre une droite haineuse, qui, pour imposer sa politique, n'hésite pas à recourir à la répression la plus sauvage, et les hésitations électorales de l'Union de la gauche, le mouvement populaire doit prendre conscience que pour gagner, il ne peut compter que sur sa capacité de lutter. Pour cela, il faut renforcer les liens, organiser les débats nécessaires, construire et consolider solidarité et coordination : les 13 et 14 août doivent permettre d'avancer dans ce sens.

- Non à la société nucléaire !
- Non à la société policière !
- Non à la société militarisée !
- Contre le pouvoir et son armée !
- Pour vivre et travailler au pays !
- Occupons le terrain.

Comité Larzac de Paris.

INFOS LARZAC



Marseille

● Le Comité Larzac de Marseille nous communique qu'il organise un départ en cars à 9 h le samedi 13 devant la faculté St-Charles. Prix de la place aller-retour 40 F. S'inscrire à la librairie « Lire » ou au TODI, 2, rue Philippe-de-Girard, 13001, jusqu'à jeudi midi. Pour tout renseignement, téléphoner au Comité : 39.70.63. Permanence du comité au TODI à 18 h vendredi.

Ceux qui partent individuellement en voiture ou moto, peuvent passer samedi 13 à 9 h devant la faculté St-Charles pour prendre ceux qui n'auront pas trouvé de place dans les cars.

Toulouse

● « (...) Depuis cinq ans, les paysans du Larzac résistent à l'extension arbitraire du camp militaire. Face à l'autoritarisme du gouvernement qui a décidé de l'avenir d'une région sans aucune consultation, au Larzac comme à Naussac ou à Malville, ils ont su manifester leur volonté de rester sur le Larzac et de pouvoir y vivre,

luttant dans une unité sans faille concrétisée par le serment des 103 de refuser d'abandonner leurs terres. Cet objectif exemplaire ainsi que les formes de luttes originales qu'ils ont su trouver leur a valu le soutien de centaines de milliers de Français, en particulier lors des grands rassemblements de 1973 et 1974.

« La Convergence pour l'autogestion, l'Occitanie et l'écologie, le PSU, Lutte

occitane et les CCA appellent tous les Toulousains à participer au rassemblement sur le Larzac. »

Un départ collectif est proposé, pour mettre en rapport les personnes qui disposeraient de places dans leurs voitures et celles qui en cherchent. Le rendez-vous est fixé samedi à 13 h, place Saint-Aubin (pour tout renseignement tél. 62.72.13 entre 18 et 19 h).

Le PCF ne sera pas au Larzac

Nous annonçons à tort hier que le PCF appelait à la marche du Larzac. Hier matin dans l'« Humanité » la fédération de l'Aveyron du PCF déclare « nous regrettons l'amalgame établi entre le problème du Larzac et celui de l'énergie nucléaire qui peut donner prétexte au gouvernement à procéder à de nouvelles provocations et en même temps à dénaturer la lutte des paysans du Larzac. C'est pourquoi la fédération de l'Aveyron du PCF ne participera pas à cette manifestation (...) »

Comment le PCF, qui est absent de la lutte des paysans du Larzac depuis au moins trois ans, ose-t-il aujourd'hui avancer la présence des antinucléaires au

rassemblement comme prétexte à sa défilade ? Comment le PCF ose-t-il parler de dénaturation possible de la lutte des paysans du Larzac ? Ne serait-elle pas déjà « dénaturée » selon ses propres critères, sinon pourquoi refuse-t-il tout soutien depuis trois ans ?

Ce type de reculade n'est pas nouveau de la part du PC, en aucune façon il n'est question pour lui de s'affronter sous quelque forme que ce soit à l'armée bourgeoise, d'où son refus de lutter contre l'extension du camp, et aux profits capitalistes engendrés par le nucléaire. Les travailleurs qui se sont mobilisés cet été apprécieront, n'en doutons pas...

P.M.

EN LUTTE

Une « mission » en Lorraine

A la suite d'un entretien avec les responsables du ministère du Travail, Bernard Mourgues, secrétaire de la fédération de la métallurgie de Force ouvrière, a déclaré qu'« il avait l'impression » que le gouvernement n'était pas prêt à admettre les 2 500 licenciements à SACILOR-SOLLAC, dans la métallurgie lorraine.

Toujours selon FO, le gouvernement désignerait prochainement une « mission interministérielle » chargée d'étudier l'utilisation des subventions à la sidérurgie et l'application de la convention que FO a été la seule à signer dans le secteur.

Gageons que le patronat marchera durement pour empêcher tout retard dans l'application de ces mesures. Mais on peut penser que les services du ministère du Travail et, derrière, Beullac et le gouvernement, attendraient volontiers pour appliquer la « réduction accélérée des effectifs » décidée par SACILOR-SOLLAC. Attendraient jusqu'en mars 1978, par exemple...

NCR-Massy est occupée

Les travailleurs de NCR-France, à Massy, occupent leur usine depuis le 16 juin 1977. La NCR est une multinationale dont le siège se trouve aux Etats-Unis ; c'est le premier fournisseur mondial de caisses enregistreuses et c'est l'une des deux cents plus grandes sociétés multinationales dans le monde. Une première tentative avait été faite en 1976 par la direction, pour supprimer 116 emplois, considérés comme « non rentables ». L'inspecteur du travail et le ministère avaient refusé les licenciements. Une nouvelle demande de 245 licenciements fut déposée en 1977 et acceptée, à la suite, selon la CGT, de « pressions aux plus hauts niveaux ». Depuis juin 1977, les travailleurs occupent l'usine et se battent pour la sauvegarde de leur emploi et le maintien du potentiel industriel.

Référé pour la direction du Crédit lyonnais

Dans un communiqué, la section CFDT du Crédit lyonnais annonce qu'elle assigne en référé la direction du Crédit pour entrave au droit de grève, par l'utilisation d'entreprise de sous-traitance.

L'audience aura lieu ce matin, à 11 h, au palais de justice de Paris.

A Mazamet (Tarn), Tamessa occupé

A Mazamet (Tarn), les travailleurs et travailleuses d'une entreprise de pull occupent depuis lundi 1^{er} août. Ils protestent contre la fermeture de celle-ci : l'usine Tamessa, filiale de Ponto-Blanc, une société espagnole. D'ores et déjà, ils préparent la coordination avec une entreprise de chaussettes à Perpignan.

Dans un souci de démocratie et de participation, dès la rentrée des vacances, ils vont reprendre les assemblées générales et la popularisation.

Un total de 58 licenciements (y compris le directeur !) dont 50 femmes et 8 hommes est à l'origine de ce conflit.

Correspondant

LCR Stages de formation

Les camarades de Paris qui participent au stage de formation du 12 au 19, n'ayant pas de moyen de transport ou ayant des places de libres dans leur voiture, doivent téléphoner aujourd'hui, de 11 h à 13 h, ainsi que de 18 h à 19 h 30, au 808.00.80, poste 262.

Immigrés

Le million du retour c'est mal barré !

Pour résorber le chômage, faute de créer des emplois, le plan Barre-bis prévoit entre autres choses une aide au retour des étrangers (le « million du retour ») qui s'inscrit à plein dans l'entretien d'un climat xénophobe : les travailleurs immigrés sont à la fois désignés comme responsables du chômage des travailleurs français et comme bénéficiaires de « cadeaux » fabuleux. (Parler du « million », ça fait plus riche que de parler de dix mille francs nouveaux, pourtant, c'est la même somme !)

En fait, cette aide au retour est assortie de diverses mesures qui en font un cadeau empoisonné : pour en bénéficier, il faut renoncer aux droits sociaux acquis en France (allocations de chômage, allocations familiales, couverture par la Sécurité sociale), compromettre ses droits à la retraite (en cessant de pointer, le travailleur immigré perdra des points pour sa retraite). Et surtout, l'octroi du pécule est subordonné au retour dans le pays d'origine de toute la famille de l'immigré. Une aide au retour sera versée à ces membres de la famille à condition qu'ils soient eux-mêmes chômeurs indemnisés ou salariés : c'est-à-dire que ces mesures frappent non seulement les immigrés chômeurs mais encore leur conjoint qui travaille.

La large publicité donnée à cette mesure (pour la première fois, un document rédigé en cinq langues étrangères a été édité par le ministère) pouvait laisser présager un ratif succès. Pourtant, un mois environ après la mise en application, les résultats s'annoncent modestes : ainsi, sur Paris ville, une première estimation portant sur les principales agences de l'emploi (notamment celles des arrondissements à forte concentration immigrée) permet de penser que seuls, deux cent cinquante à trois cents travailleurs immigrés sont tombés dans le piège tendu par Stoléro, secrétaire d'Etat à la Dévalorisation des droits sociaux des travailleurs immigrés. Au total, pour l'ensemble de la France, deux mille à quatre mille travailleurs immigrés se seraient déclarés intéressés. Stoléro en attendait dix à vingt mille (cinquante mille en comp-

tant les familles). C'est le bide, il faut bien le dire.

Un double échec

L'échec politique que cela représente pour Barre et Stoléro présente cependant un avantage, d'ordre financier : l'UNEDIC, en effet, qui devait initialement être l'organisme payeur, a dû renoncer, devant le refus de la CGT et de la CFDT de cautionner l'opération. Les fonds de l'UNEDIC faisant défaut, il a fallu se rabattre sur le Fonds d'action sociale (FAS) qui gère traditionnellement certaines allocations sociales des immigrés, et sur les directions du travail et de la main-d'œuvre qui attribuaient déjà de petites aides au retour avant que Stoléro ne parle d'un million. Il n'est pas sûr que ces organismes trouvent les fonds nécessaires au versement des indemnités, même pour un si faible nombre d'intéressés.

Pourtant, si limités que soient les effets de cette mesure, il faut continuer à en dénoncer le principe, non seulement, comme l'écrit Marius Apostolo, de la commission exécutive de la CGT, parce que « l'emploi des immigrés, leur refoulement, ce n'est pas seulement l'affaire des immigrés, mais celle de toute la classe ouvrière », mais aussi parce que cette mesure n'est que la première étape du plan de refoulement : ce dispositif doit être étendu à tous les chômeurs (indemnisés ou non), puis à l'ensemble des immigrés salariés (selon les déclarations de Stoléro lui-même le 22 juin dernier).

Antoine Charbonnier

« Le premier à passer dessus... »

Chartres, de notre correspondant.

A moins de cent kilomètres de Paris, en Beauce, au milieu des riches terres agricoles, Auneau, petite ville de 3 000 habitants, a bénéficié quelque peu de la décentralisation ; quelques usines se sont installées et développées.

Parmi elles, ONO, entreprise de plastique qui ressemble à toutes ces boîtes installées à l'écart des grands centres industriels : une classe ouvrière d'origine rurale et immigrée complètement atomisée, aucune présence syndicale, un patron paternaliste et un encadrement hargneux.

Parmi ces petits chefs, l'un est particulièrement raciste et poursuit de sa haine un travailleur immigré qui a l'audace de flirter avec une ouvrière française. Les brimades, les changements d'atelier, les pressions les plus abjectes (« je te fous la paix, si tu me rapportes ce qui se dit dans l'atelier ») se succèdent.

Ce garde-chiourme, nostalgique du droit de cuissage, n'hésite pas à déclarer dans les bistrot de la ville, que c'est lui qui passera le premier dessus. Ces provocations atteignent leur but, le travailleur algérien abandonne plusieurs fois son boulot, ulcéré et incapable de continuer de travailler dans de telles conditions. La direction n'a ainsi aucun mal à le licencier.

A Auneau, ce licenciement n'a fait aucun bruit. La section locale du PS, qui ne montre son nez que lors des élections, le PC, qui vend l'Humanité-dimanche et place les vignettes pour la fête, ne prennent pas la peine de se mobiliser. Quant à la population aunoise, elle est plus encline à penser comme le chéfaillon d'ONO « qu'après nous avoir mangé notre pain, ils ne vont quand même pas venir nous piquer nos femmes ! »

CONFERENCE DE PRESSE DE L'UNEF (ex-RENOUVEAU)

9 000 dossiers d'inscription refusés dans la seule région parisienne

Pas de trêve sociale, cet été. Et cela, même dans le secteur universitaire, où elle est pourtant encore plus traditionnelle et compréhensible.

Hier, l'Arc de Triomphe servait de cadre pour un « cours sauvage »

On se rappelle que grâce à la réforme Soisson, les conseils d'université ont le droit, cette année, de clore leurs inscriptions si celles-ci dépassent le nombre de l'année précédente. Cette mesure, outre le fait qu'elle permet d'esquiver le problème des crédits, ouvre la porte à une sélection accrue à l'égard des bacheliers les plus défavorisés. Ce sont les étudiants étrangers qui sont frappés les premiers. En juin, de nombreux dossiers sont ainsi renvoyés, sans autre justification que le fait d'être un boursier étranger — donc en surnombre.

D'autre part, les premiers inscrits sont bien sûr les bacheliers ayant obtenu une mention, ce qui ne favorise pas, on s'en doute, les bacheliers d'origine modeste. La période et les horaires d'inscription ne sont pas non plus propices pour les jeunes obligés, et ils sont nombreux, de travailler pendant les mois d'été.

Résultat : selon l'UNEF ex-Renouveau, qui a effectué un travail de recensement pendant les mois de juillet-août, « on atteint 9 000 dossiers refusés dans la seule région parisienne », les autres points chauds étant, toujours selon l'UNEF, « Toulouse, Marseille, Poitiers et, en

général, les facultés de médecine et les UER artistiques. »

On atteint le summum du cynisme à Paris-IV (Tolbiac). Là au moins, on est clair : l'université n'a pas ouvert d'inscriptions ; les dossiers sont carrément envoyés dans les lycées : aux proviseurs d'inscrire eux-mêmes leurs « meilleurs éléments » ! Pendant ce temps, Saunier-Seïté se paie le luxe de déclarer : « Je ne me résoudrai jamais à la sélection ! »

L'UNEF ex-Renouveau, pour qui « c'est la formation des cadres qui est en cause », indiquait hier dans une conférence de presse, que pour elle, « il paraît impossible de recommencer les cours avant que ces problèmes soient réglés. Les consignes d'action pourront aller jusqu'à la grève. » L'UNEF ex-Renouveau fait quatre propositions d'action, « réalisables immédiatement » : ouverture des dossiers rectoraux, arrêt immédiat des discriminations raciales avant l'inscription ; réouverture des centres d'inscription du 29 août au 21 septembre ; enfin, une rencontre entre le secrétariat d'Etat à l'université, les représentants des universités, l'UNEF et les syndicats enseignants.

Sur les propositions de l'UNEF ex-Renouveau, la discussion en vue

organisé par les militants de l'UNEF ex-Renouveau. Traduction du mécontentement grandissant, de la révolte face aux mesures scélérates de restriction des inscriptions. Avertissement également, pour les Saunier-Seïté et consort, que la rentrée ne se fera pas sans heurts...

d'une action unitaire des organisations étudiantes à la rentrée est possible, et nécessaire. Nous ne pouvons que regretter les exclusives de l'UNEF ex-Renouveau à l'encon-

tre d'autres organisations représentatives du mouvement étudiant (MAS, UNEF-Unité syndicale, CACL, etc.).

Gérard Olivier



Hier après-midi, à l'Arc de triomphe : les militants de l'UNEF-ex-Renouveau font un lâcher de tracts sur les touristes interloqués. La banderole (UNEF : Nous voulons étudier, ouvrez les universités) qui devait descendre le long du monument a refusé énergiquement de se déployer. Un quart d'heure plus tard, les flics étaient là et embarquaient plusieurs manifestants. Détail navrant : la visite de l'Arc de triomphe a été interrompue pendant tout le reste de la journée.



C'EST ARRIVÉ PAR LA POSTE

« Petit merdeux »

« Après l'article « Autopsie d'une émission de télé », « Nous sommes tous des inspecteurs », signé Priscilla et Yvan, du 9/8/1977.

« J'adresse cette lettre aux « auteurs » et aimerais qu'elle passe au courrier des lecteurs.

« Petit merdeux frémissant devant la « croupe proéminente » d'une téléphoniste, tu n'as jamais passé onze mois sur douze, vingt, quarante ans, assis, vissé, cloué sur une chaise. Petit cul moulu dans ton Levis tu te balances sur tes bottes de cow-boy tu roules tu roules tu vis à cent à l'heure petit merdeux ironisant sur le « pucelage » de Simone Veil, tu baisses sûrement comme Lucky Luke, plus vite que ton ombre. Casanova en peluche, tu me fais pitié. A-t-on déjà traité Pinochet de couilles molles ? Le SO de la CGT de gros cul ? Petit merdeux apeuré par les « bobonnes » lectrices de France-Dimanche, tu as tout dit sur la fatigue, l'abrutissement, la nullité de nos soirées :

« Jeunes et vieux cons, mâles et femelles. » Petit merdeux tu n'es que mépris et dégoût tu me fais gerber. Marion, gratte-papier, cul-assis justement à la télé.

Ta lettre est passée. Elle provoquera à son tour des réactions indignées, aussi légitimes que ta propre indignation à la lecture de phrases « phalocratiques » ou tenant un discours méprisant sur les gens, les confondant avec leur aliénation. La polémique est vivante, fait jaillir les idées, modifie les façons de voir. L'insulte interdit toute communication. C'est une mise à mort symbolique : l'adversaire ne vaut même pas une discussion, son camp n'est pas le mien. C'est inacceptable « entre nous ».

La poésie la révolution
La révolution
C'est la multiplication de la vie

La poésie
acte révolutionnaire mais non « utilitaire »
est un acte de vie
Subversion du langage
Pour une autre vie
Luttes sociales rencontre
amour création écriture
Actes de la vie

Unité de tous ces actes
L'être qui soulève les carcans
tous les carcans
Elargir les champs du possible
Pour une autre vie Ici
Poésie pour les vivants
« Je parle
de moi mais c'est encore
de vous ».

Michel Bracco a édité lui-même son premier recueil de poèmes, La Nuit de Phosphore. Commandes (18 F) adressées à Montfaucou 30150 Roquemaure ; CCP 5 917 15 H Marseille.



Quatre écrivains bretons

La littérature bretonne suscite un intérêt croissant et pas seulement en Bretagne. Encore récemment, des polémiques virulentes entre les écrivains plus connus trouvaient un écho à la télévision, dans la grande presse, en plus des revues littéraires.

Nul doute que cet essor littéraire entre en résonance avec le développement d'une conscience nationaliste dans le pays même.

Nous avons demandé à Jean Markale de nous rendre compte des ouvrages dernièrement parus les plus remarquables. Markale est un passionné de la Bretagne, à laquelle il a consacré ses études et ses travaux. Parmi les nombreux livres qu'il a publiés, rappelons « la Femme celte » et « la Tradition celtique en Bretagne armoricaine : anthologie des contes populaires de Bretagne » (tous les deux aux éditions Payot), « Histoire secrète de la Bretagne » (éditions Albin Michel) et « le Morbihan » (éditions Delulain). « La Femme celte », qui en est à une quatrième édition, est une étude de la femme dans les sociétés celtiques, vue comme préfigurant l'actuel mouvement d'émancipation féminine.

P.A.P.

A la pointe occidentale de l'Europe, à l'écart des courants commerciaux, largement ouverte sur la mer et très proche de la Grande-Bretagne d'où proviennent d'ailleurs ses habitants, la Bretagne constitue une entité qu'il est difficile de confondre avec le reste de l'hexagone français. Elle n'a jamais été une véritable province vassale du royaume et a longtemps gardé son indépendance en dépit des visées françaises ou anglaises. Rattachée à la France en 1532, par le fait d'un authentique traité international et non par un acte d'annexion, elle est restée longtemps un terrain privilégié pour la colonisation sous toutes ses formes. Les Bretons avaient leur propre langue, apparentée au gallois : on les a obligés à l'abandonner, en jetant le discrédit sur elle, et c'est un miracle qu'il y ait encore quelques 800 000 locuteurs bilingues aujourd'hui en Bretagne. On a systématiquement tronqué et falsifié l'histoire du pays. Et surtout, grâce à la complicité d'un clergé vendu au pouvoir central, on a fait des Bretons un peuple soumis à toutes les exploitations et de la Bretagne un réservoir de main-d'œuvre à bon marché, un nid de sous-prolétaires exportés dans tout l'hexagone. Et ne parlons pas de la chair à canons. Les monuments aux morts des plus petits bourgs bretons, si ignobles soient-ils, dispensent de tout commentaire.

Sur le plan culturel, la Bretagne, qui a cependant fourni à la littérature française des écrivains comme Le Sage, Chateaubriand, Renan et Corbière, a été également laissée pour compte. Il a fallu le réveil romantique pour que se développe, à partir du fameux Barzaz-Breiz de La Villemarqué, une littérature en langue bretonne et, par voie de conséquence, un renouveau d'intérêt pour les chants populaires

et les légendes orales qui sont particulièrement riches et originales. A l'heure actuelle, cette renaissance culturelle s'affirme bien davantage, notamment, par le canal du folk-song (Glenmor, Stivell, Servat) et par l'apparition d'une nouvelle génération d'écrivains d'expression française mais d'esprit nettement celtique et breton, le tout accompagné de revendications politiques et économiques.

C'est dire que, de ce foisonnement d'idées parfois contradictoires, la Bretagne, longtemps coupée de ses racines et en proie aux indispensables mutations de la société contemporaine, abandonnant peu à peu un conservatisme rigoureux pour une ouverture de plus en plus nette à gauche, est un pays neuf et qui se cherche. Quatre livres récents témoignent de cette recherche passionnée et passionnante.

Pas de regrets pour le vieux temps

Le premier est l'ouvrage de Pierre-Jakez Hélias, *les Autres et les Miens* (1), présenté comme une sorte d'illustration de son précédent livre, *le Cheval d'orgueil* (1), un des best-sellers des deux dernières années. Il s'agit d'une véritable étude des coutumes et des particularismes du pays Bigouden, mais au lieu d'un froid compte rendu ethnographique, c'est



Pierre-Jakez Hélias.



Yves Elléouët.



Charles Le Quintrec.

A LA RECHERCHE DE LA BRETAGNE

par Jean Markale

un récit chaleureux des souvenirs d'enfance et de jeunesse de l'auteur. Celui-ci n'oublie d'ailleurs pas qu'il est le petit-fils de deux conteurs. Il est conteur lui-même et nous régale de nombreux épisodes de la vie rurale entre les deux guerres, vécus et transposés par le don qu'il a de rendre vivant ce qui n'est plus.

Il ne faudrait cependant pas croire que Pierre-Jakez Hélias regrette le bon vieux temps : comme tout un chacun, c'est sa jeunesse qu'il regrette, mais non pas l'état de pauvreté dans lequel se trouvait le peuple auquel il appartenait. Dans un langage pittoresque (qui vient souvent du fait qu'Hélias pense et écrit en breton et traduit ensuite), l'auteur fouille la société rurale de l'extrémité la plus occidentale de la Bretagne. Il ne nous fait grâce d'aucun détail, il ne sacrifie à aucune morale : il se contente de témoigner de ce qu'il a vu et entendu, ce qui est rare à notre époque et ce qui lui a valu depuis certaines critiques acerbes.

Le but d'Hélias n'est pas de convertir les gens à un vague « retour à la terre », ni de faire du prosélytisme écologique : mettant en parallèle la civilisation industrielle enfermée dans ses contradictions et mal équilibrée sur ses bases, il constate que la société rurale, avec ses problèmes spécifiques à résoudre compte tenu des circonstances climatiques, économiques, démographiques, avec ses coutumes qui remontent à la nuit des temps, mais qui sont le résultat d'une longue familiarité avec la nature, avec sa hiérarchie particulière où chacun, riche ou pauvre, trouve sa place dans le groupe social auquel il appartient, est en possession d'un savoir-faire et d'un savoir-vivre riches d'enseignements. C'est un véritable système philosophique qu'Hélias

met ainsi en évidence dans *les Autres et les Miens*, comme dans *le Cheval d'orgueil*, une pensée originale que peu d'entre nous connaissent et qu'on pourrait qualifier de « sagesse de la terre ».

Il faut des prophètes

Evidemment, une telle entreprise ne pouvait être faite qu'en se penchant sur le passé. Et on ne s'est pas fait faute d'accuser Hélias de « passésisme ». C'est la cas pour Xavier Grall, qui vient de publier *le Cheval couché* (2), qui est présenté comme une réponse à *Cheval d'orgueil*. Il y a, dans ce livre, deux parties différentes : la première est une mise en accusation d'Hélias, sur un ton polémique qui est parfois déplaisant, et dont l'argumentation essentielle repose sur un malentendu. En effet, Grall reproche à Hélias de se complaire dans la description d'une Bretagne morte et de ne pas croire à la réalité d'une renaissance spécifique de la péninsule. Mais Hélias n'a pas voulu faire autre chose que relater une expérience personnelle vécue. Libre à Grall et aux autres de montrer ce que devient la Bretagne aujourd'hui et de prophétiser ce qu'elle sera. Xavier Grall, dans la seconde partie de son livre, qui est de loin la meilleure parce que la plus sincère et la plus dénuée d'artifices, se laisse aller à son tempérament de poète. Il voit la Bretagne qui n'existe peut-être pas encore, mais qui se révèle peu à peu chez ses écrivains, ses artistes, ses chanteurs.

« Ce qu'il faut à la Bretagne, dit Grall, ce sont des bardes, des prophètes. » Assurément, il en est un lui-même. Auteur d'un roman intitulé *la Fête de nuit* et d'un récit remarquable, *le Barde imaginé*, Grall manifeste le souffle

épique qui a toujours caractérisé la poésie et l'épopée des anciens Celtes, ces « faiseurs de merveilles ». Avec émotion et sensibilité, Grall se penche sur ses propres souvenirs, mais il les transpose dans un univers dont les portes s'ouvrent à chaque instant vers de nouveaux horizons. Cela devient un chant d'espoir et le portrait idéal du Breton d'aujourd'hui et de demain confronté avec les problèmes humains, les déséquilibres psychologiques, les inconséquences écologiques, les malversations en tous genres suscitées par le capitalisme moribond. C'est en ce sens que le livre de Grall est réconfortant, et qu'en dépit de ce qu'on peut penser, il complète admirablement l'expérience d'un Pierre-Jakez Hélias.

A côté de ces deux essais, qui n'ont jamais prétendu à l'objectivité, deux romans viennent illustrer la recherche en profondeur d'une Bretagne réelle. L'ouvrage posthume d'Yves Elléouët, *Falc'hun* (3), c'est-à-dire « Faucon » en langue bretonne, appartient au domaine du roman par sa facture, mais en fait, il est davantage une aventure individuelle, une méditation de l'auteur sur la vie et la mort dans un paysage qu'il est facile de reconstituer à travers les méandres de l'imagination poétique. Le héros en est une sorte de vagabond fantasque et fantastique, ivrogne et pailleur, enfermé dans une solitude qui est plus une attitude triomphante qu'un refuge contre les autres. Il erre sur les routes, de bourg en bourg, d'auberge en auberge, en vendant de la bimbloterie, de la mercerie, des bondieuseries. Il en profite pour analyser narquoisement les personnages qui l'entourent et se remémorer son passé, qu'il confond d'ailleurs avec le présent dans un refus passionné





Un événement ce soir sur Antenne 2, retransmis d'Aix-en-Provence

COSI FAN TUTTE

Opéra de Mozart

du temps. Alors, on s'aperçoit que ce marchand ambulant est bien autre chose. D'abord, ce n'est pas pour gagner une maigre pitance qu'il parcourt les routes : il accomplit un rituel mystérieux, une sorte de pèlerinage dont le sacré n'est pas absent. Puis, surtout, il est l'homme d'une seule femme, celle qui l'évoque constamment et qui est peut-être entièrement imaginée.

C'est une quête à laquelle il se livre, la quête de la femme idéale, symbole de toutes les perfections et de toutes les beautés. Femme celte ? Sûrement. Elle est féé, enchantresse, tentatrice, dominatrice, magicienne du quotidien. Elle est aussi celle qui survit, celle qui ne meurt jamais. On pourrait y voir le symbole de la Bretagne. C'est beaucoup plus l'affirmation que la vie et la mort, le réel et l'imaginaire, sont les deux aspects d'une chose unique. Ce récit d'Elléouët, marqué par le surréalisme, hanté par la mort et le sexe, est typiquement celtique dans son refus de la dualité et son dynamisme épique.

Une épopée

Bien qu'obéissant à des motivations différentes, le roman de Charles Le Quintrec, *le Château d'amour* (4), est l'aboutissement de cet état d'esprit. Il s'agit ici de l'initiation au monde et à la poésie, initiation pratiquée sur le jeune garçon, qui est le narrateur, par un certain Yvonnick ar Bot, lui aussi une sorte de vagabond de génie, frère de Falc'hun. L'action est située dans le Morbihan, au temps de l'occupation allemande. On y voit une multitude de personnages pittoresques appartenant à différents milieux. On y voit des résistants, des « collabos ». Il y a du mouvement, de la violence, du sadisme même. Mais au milieu de tout cela, à bord de sa camionnette à gazogène, Yvonnick ar Bot emmène le jeune Jean Martial sur les routes de Bretagne vers la lointaine forêt de Brocéliande, terre des enchanteurs et des poètes, véritable « autre-monde » celtique, c'est-à-dire en définitive le monde inversé où se résorbent les antinomies des êtres humains.

A vrai dire, ce n'est pas un roman que *le Château d'amour*. C'est plutôt une épopée qui emprunte ses thèmes aux temps héroïques et qui nous dévoile comment un jeune Breton du XX^e siècle, d'un milieu dort humble, apprend la vie et l'amour auprès de ce vagabond et de sa compagne, la pute magnifiée, jusqu'à devenir lui-même un adulte ayant accompli sa quête du Graal. En ce sens, *le Château d'amour* est exemplaire et vient à son heure nous montrer comment on peut être Breton sans renier les sources profondes d'un passé riche de misères, de sang et de révoltes, pour aboutir à la conception d'un autre univers débarrassé enfin des pièges et des routines infligés à un peuple fort par un pouvoir qui ne reculait devant rien pour faire courber les têtes. Charles Le Quintrec a réussi, grâce à ce livre, à reconcilier le monde d'Hélios et celui que prophétise Grall, cela à travers l'imaginaire développé par Elléouët.

Jean Markale

(1) Editions Plon.
(2) Editions Hachette.
(3) Editions Gallimard.
(4) Editions Albin Michel.

Même ceux/celles qui ne connaissent pas bien l'opéra (de Mozart) ou croient ne pas l'aimer devraient tout faire pour être devant leur écran jeudi soir : cette représentation, dimanche 7, à Aix, était un enchantement tant du point de vue musical que de celui de la mise en scène exceptionnellement intelligente et sensible. Il faut d'ailleurs, à ce propos, souligner deux choses. Tout d'abord, il devient incontestable que l'art lyrique évolue positivement en ceci que, artificiel par définition — des gens devant vous chantent des situations souvent invraisemblables et des sentiments extrêmes — il tend à s'intégrer davantage à la vie — quasi — quotidienne : les chanteurs/euses ont de plus en plus souvent un âge proche de celui qu'ils/elles sont censé(e)s avoir, ils/elles savent jouer et ne restent plus planté(e)s devant vous en vocalisant, les mises en scène et les costumes et décors deviennent plus sobres, l'articulation devient systématique entre metteur en scène, chef d'orchestre, musiciens, etc., et la conception d'ensemble de l'œuvre n'en est que plus évidente... comme ici. Ensuite, s'il est impossible, contrairement à Orange, de parler pour Aix de festival populaire, il n'en faut pas moins souligner que ce « *Cosi* » représente la deuxième réussite totale en deux ans puisque par deux fois, en août 1976, « *Rouge* » avait souligné les mérites de la mise en scène de Jorge Lavelli de « *La Traviata* » de Verdi... Nous retournerons à Aix !

Mozart a commencé à travailler cet opéra en plein été 1789 ; ce n'est pourtant pas un opéra porteur d'un message révolutionnaire. Il faut dire que le sujet lui fut imposé par l'empereur d'Autriche Joseph II qui, bien que despote éclairé, conservait bien des traditions inhérentes à sa caste. Et notamment du point de vue intrigue, il reprit pour la millionième fois le thème du

« déguisement pour savoir si tu m'aimes... » Superficiellement, *Cosi fan tutte* (Ainsi font-elles toutes — être infidèle) est un opéra mysogine. Le personnage central l'est en effet, noble libertin voulant prouver, avec l'aide d'une soubrette, à deux jeunes officiers, ses amis, que leurs « fiancées », ses propres filleules, ne sont ni pires ni meilleures que les autres fem-

mes et qu'elles les tromperont allègrement... ce qu'elles font en effet... encore que allègrement ne soit pas exactement le mot qui convienne... Peu importe ici l'in vraisemblance du déguisement ; il sert à ce que chacune des sœurs non seulement « trompe » son « fiancé » mais encore avec celui de l'autre... ce qui nourrit encore bien davantage le cynisme désabusé du « philosophe ».

Pourquoi mysoginisme « superficiel » ? Pas pour avoir le droit de pouvoir parler de Mozart dans *Rouge* en toute moralité révolutionnaire ! Mais parce que Mozart (et Da Ponte, l'auteur du texte, celui qui avait déjà écrit les livrets de *Don Juan* et adapté Baumarchais pour *les Noces de Figaro*) a complètement brouillé les cartes ultra simplètes et traditionnelles conservatrices de l'empereur. Il faut entendre comment Mozart « arrange » les deux gars, déguisés donc en « Albanais », leur fait vanter de la façon la plus fate qui soit leurs mérites physiques devant les deux filles d'abord indifférentes. Puis comment ces benets s'aperçoivent, stupéfaits, que le jeu (ils ont parié sur la fidélité de leur belle respective) les dépasse complètement et que, horreur, c'est à eux de souffrir. A vrai dire, Mozart n'est pas plus équitable ici que dans ses autres opéras : les femmes ont indubitablement la part belle

du point de vue de l'expression musicale et humaine. A elles la beauté vocale, la dignité d'être humain accompli (même si c'est dans la mélancolie) et la sensibilité, la compréhension des choses ; il est finalement assez rare que même lorsqu'ils ne sont pas bouffons ou odieux, les hommes les « égalent » (Figaro, Don Giovanni ?).

Jean Mercure, l'auteur de cette mise en scène tout à fait unique de finesse et d'intelligence profonde de la musique a parfaitement été dans le sens de Mozart quand, au début de l'œuvre, Fiordiligi et Dorabella se lèvent et remplacent *Cosi fan tutte* par *tutti* (ainsi font-ils tous) et quand à la fin, quand chacun retrouve sa chacune originelle, après la rage jalouse que ces messieurs se permettent, une indécision finale des sentiments profonds de chacun(e) une fois « l'ordre moral » rétabli. Les maris vont-ils devenir odieux ou volages, à la *Amaliva* ou à la *Don Juan*, comme l'indiquent, dans leur livre sur Mozart, Jean et Brigitte Massin ? Ce qui est certain, c'est que les deux femmes, dès l'instant du retour de leur cher et tendre respectif, sont très loin de la revendication, pourtant chantée peu avant, de vivre librement leur propre sensualité...

reprochera donc que l'épisode chorégraphique du second acte nullement indispensable. Les deux femmes ont été merveilleusement interprétées musicalement et scéniquement par Valérie Masterson et Sylvia Lindenstrand ; Norma Burrowes, Francisco Araiza et Knut Skram sont la soubrette et les deux officiers — très bien aussi — tandis que Gabriel Bacquier campe formidablement le mysogine cynique. Impossible de jouer plus mozartien que l'orchestre de chambre anglais dirigé par Charles Mackerras ; et c'est important car, dans *Cosi*, plus peut-être que dans n'importe quel autre opéra, Mozart non content de s'incarner plus ou moins dans chacun des personnages, s'exprime personnellement du début à la fin par l'orchestre qui devient le septième personnage de l'œuvre, le principal. On rêve de voir et d'entendre un jour *les Noces de Figaro* ainsi dirigées, chantées et mises en scène... Qu'en dirait Bernard Lefort, directeur du festival d'Aix ? Espérons en attendant qu'une des chaînes de la télévision reprendra, « hors saison », la retransmission de cette « performance »...

Jean-François Godchau

PS : Question disques, le choix ne manque pas. Difficile de choisir entre la version « historique », incomparable de Karajan-Schwarzkopf (1949 ou 1950) et l'une des trois versions Karl Boehm.

Service compris

LARZAC

Cherche voiture avec deux places libres, qui irait au Larzac les 13 et 14, et qui en reviendrait. Surtout si cette voiture et ses occupants comptent passer par Niort ou par Tours. Pour Tours, écrire à François Meyrieux, 1 square Mantegna, apt. 362, 37 Tours. Pour Niort : Bruno Sillard, 52 bld Main, 79000 Niort. Tél. 24.08.67, avant 14 h et après 20 h.

PARIS-CLERMONT

Cherche une place Paris-Clermont ou Paris-Riom entre le 17 et le 20 août. Téléphoner aux heures de bureau au n° 283.98.61 poste 097, demander Monique.

EN ROUTE POUR ALICANTE

Contre participation aux frais, trois places pour Alicante (Espagne). Départ jeudi 11 au soir ou vendredi 12 au matin. Téléphoner au 229 12 26.

GLH Clermont

Naissance d'un GLH (Groupe de libération de l'homosexualité) sur Clermont-Ferrand. Ceux et celles qui désirent prendre contact peuvent écrire, passer ou téléphoner : GLH, librairie du Musée, 1 boulevard Léon-Maffrey, 63000 Clermont-Ferrand. Tél. 93.13.69.

Vacances en fêtes

JAZZ-BILZEN

Aujourd'hui commence le festival de Bilzen (Belgique), entre Anvers et Liège. Cela commencera par une journée consacrée à la finale d'un concours de groupes amateurs, qui pourront disposer d'une sono professionnelle. La soirée Punk sera animée par trois des meilleurs groupes anglais actuels : Elvis Costello, the Damned et the Clash. Ensuite, vendredi, samedi et dimanche, se sont donnés rendez-vous : Ted Easton, Albion Dance Band, Ted Nugent, Graham Parker and the Rumor, Uriah Heep, Om, Blue, Mike Carr, Lou Bennet, Art Taylor, Stanley Clarke Band, Ian Sillan Band, Aerosmith, Small Faces, Saheb Arbib Unit et François Jeauneau, Tony Scott et Stella Marrs, Yvan Guilini, Horslips, John Miles, Thin Lizzy, Pat Travers, Sensational Alex Harvey Band.

Il y aura aussi des films, des cartoons, des dessins. C'est 125 F les quatre jours. Renseignements : tél. 011.411.431. Amusez-vous.

• Eric Fraj, chanteur, communiqué aux lecteurs de « *Rouge* » qu'il chantera, ac-

compagné ou non de ses musiciens, le 12 août au foyer des jeunes de Capdenac, à 21 h ; le 13 août à Saint-Girons ; le 14 août à 17 h à la fête de Bous-sens (31) et enfin, le 17, sur le Larzac, à 21 h.

INDE EN BRETAGNE

Il n'y a pas que la musique bretonne en Bretagne... Pour vous changer un peu des bombardes et des binious, branchez-vous sur le sitar et les tablas. Justement, Deepak Choudhury au sitar et Indranath aux tablas font un tour en Bretagne : jeudi 11, ils seront à Saint-Pol-de-Léon ; vendredi 12 à Brignognan et samedi 13 à Morlaix. Ils sont vraiment très bons, nous dit notre correspondant de Nice en vacances.

Festival de Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne)

Festival folk à Sainte-Livrade, le long week-end du 13, 14 et 15 août. Au programme : Absinthe, Djiboudjep, le Camenbert, Malurainé, John Wright-Catherine Perrier, Roger Siffer, Sourdeline, Los Gringos, le 14. Poulet sauvage, Préven-chères, Ferrine Folk, Perlinpinpin Folc, Rosine de Piera, Brise Pied, le 15. Bals, atelier, films, expos, camping et parking gratuit. Participation pour les trois jours : 45 F. • Renseignements : MJC, 47110, Sainte-Livrade. Tél. : 01.00.20.

TELEVISION

Jeudi 11 août

— TF 1 —

12.30	Le francophonissime
13.00	Journal
13.35	Objectif santé
13.45	Lucien Leuwen
18.00	Pour les jeunes
18.25	Les Mystères de l'Ouest
19.20	Actualités régionales
19.45	Candide caméra
20.00	Journal
20.30	L'appel de l'or
	D'après London, très mauvais.
21.45	Bel canto : Pierre Duval
22.40	Journal

— A 2 —

15.00	Remontons les Champs-Élysées
	Film français de Sacha Guitry (1938)
	Fantaisie pseudo-historique. Pas drôle pour un sous.
16.40	Cariba ! Cariba !
	Documentaire : trois Français chez les derniers Indiens nomades de Colombie.
17.30	La vie des insectes : la vie dans la ruche
	Des abeilles au laboratoire.
18.00	Vacances animées
18.45	Flash d'informations
18.55	Des chiffres et des lettres
19.20	Actualités régionales
19.45	En ce temps-là, la joie de vivre
20.00	Journal
20.30	Cosi fan tutte
	Opéra de Mozart, mis en scène par Jean Mercure, enregistré au festival d'Aix en Provence du mois dernier. Une occasion pour apprécier ou connaître Wolfgang Amadeus. (Voir notre article)
23.30	Journal

— FR 3 —

19.20	Actualités régionales
19.40	Pour la jeunesse
20.00	Les jeux de vingt heures
20.30	La Promesse
	Film français de Paul Feyder (1969). Son premier film, sur la base d'un scénario de Gérard Brach, collaborateur habituel de Roman Polanski. Il y est question d'amours d'adolescence.
22.00	Journal

C'est la saison des concours de pétanque en Provence

1 624 triplettes, soit 4872 joueurs, c'est le record d'engagements qui vient d'être battu par le concours de boules du « Provençal ». Henri Salvador jouera mais Mireille Mathieu s'est excusée, elle ne pourra pas remettre la coupe cette année. Du dimanche 31 juillet au vendredi 5 août le concours occupe deux ou trois pages du journal, car, comme l'écrivait un rédacteur, « gagner le « Provençal », c'est entrer de son vivant dans la légende ». « Pastis 51 » coorganise, tandis que « Ricard » se partage entre celui de « la Marseillaise » et celui du « Méridional ». Bref tout l'été les grands concours de boules ou de pétanque font l'actualité méridionale ; mais ils tirent leur force du fait qu'ils sont l'aboutissement ou le relais de ces milliers de concours de toutes sortes qui ont lieu ici pendant les mois chauds. Du plus petit, où selon la légende on gagnait : « 1° prix, une bouteille de pastis, 2° prix un demi-litre de pastis ; 3° prix, un magnifique objet d'art », à ces grands, dotés officiellement de vingt millions anciens (« le Provençal » 1977) mais probablement plus lucratifs.



Extrait de « Pétanque et jeu provençal ». Texte d'Yvan Audouard. Photos H Silvester. Edition du Chêne.

A EN PERDRE LA BOULE

De notre rédaction de Marseille.

Le verbe haut, à l'ombre des platanes, accompagné par le chant des cigales, les Marseillais s'adonnent à leur sport favori : la pétanque. Voilà l'image du Provençal et cette image d'Epinal est tenace, depuis que Pagnol l'a « immortalisée » dans son *Marius*, où les joueurs, tout à leur partie, que les hasards du jeu avait amené entre les rails du tramway, bloquent la circulation : le temps de finir la « mène ».

Le Provençal, cet individu qui consent à sortir de sa léthargie lorsque baisse la chaleur de la journée pour aller « aux boules », juste avant le pastis ! Que n'a-t-on dit, raconté, inventé autour des Provençaux et de la pétanque. On a qualifié la pétanque de sport : par dérision, alors que les autres peuples se livraient à des activités intenses, le Provençal, lui, a inventé son sport : les boules ! Nonchalance et tranquillité : des hommes à l'image du climat qui pousse à la douceur de vivre. En quelque sorte l'imagerie populaire a condamné les Provençaux à jouer aux boules, comme elle a condamné les Lorrains à être mineurs de fond. La génétique fataliste oblige ceux-ci à trimer dur, ceux-là à boire un pastis bien frais après la partie de pétanque. Alors la pétanque ? Après un très long articles sur la pétanque de J.-P. Vuillemin dans un vieux *Provence magazine* (directeur M. Genoyer, celui qui a fait repartir Griffet), on peut penser qu'elle a toutes les vertus : « Elle apporte aux joueurs l'égalité entre eux et l'équilibre de l'esprit. C'est-à-dire les qualités de l'homme provençal. » Rien que ça ! Beaucoup de gens y jouent, beaucoup aussi en parlent,

quelques uns même en font un « passe-temps » fort lucratif !

Les concours de pétanque

Depuis longtemps dans tous les villages et dans les quartiers, chaque dimanche voit arriver son inévitable concours de boules. Pour un engagement, bien souvent modeste, on peut y gagner breloques et porte-clefs, bouteilles de pastis et primes en liquide. Là où les choses deviennent sérieuses, c'est lorsque l'on aborde les grands concours organisés par le *Provençal* (quotidien dont le patron est Defferre) ou la *Marseillaise* (organe régional du PCF), sous le patronage de marques de pastis comme Ricard ou Pastis 51. Non pas que les gains y soient énormes, bien que les vainqueurs arrivent à faire plus de 7 000 F, ou bien lorsqu'ils gagnent un voyage aller-retour pour New-York (cadeau offert par Mireille Mathieu aux finalistes du *Provençal* en 1976), mais surtout ils sont un lieu de confrontation pour les « cracks ». Les journaux y consacrent deux ou trois pages chaque jour, expliquant et commentant les parties, rapportant les menus gestes des joueurs, sortes de demi-dieux de la boule de fer, exposant en long et en large les coups « fabuleux ».

Peu à peu, de bouche à oreille, et par le moyen des quotidiens régionaux, toute une mythologie prospère et s'amplifie. Avoir « gagné le *Provençal* », ce n'est pas rien et autant dire que les vainqueurs entrent tout droit dans la « légende ». D'autant qu'en plus, on y ramasse pas mal de fric. Ainsi par exemple, au concours de la *Marseillaise*, en finale, M. Lazzarino,

député du PCF, offre une prime de 50 F à la première équipe marquant un point. Plus tard, ce sera le tour du directeur sportif de la *Marseillaise* d'offrir 50 F au premier carreau réussi. Puis au tour du directeur commercial de Ricard. En passant, le speaker nous signale que si les joueurs sont si élégamment vêtus, ils le doivent à tel commerçant de la ville qui les a habillés de pied en cap. Dans le *Provençal*, ce sont les notables du PS qui viennent distribuer primes et encouragements aux qualifiés des demi-finales. Là les sommes versées sont plus importantes. Les qualifiés évoluent sur le terrain vêtus de tee-shirts aux couleurs de marques diverses.

Ces concours, on le voit, sont un support publicitaire et électoraliste important. Ils touchent une masse de gens. L'an dernier, il y avait 6 000 engagés à celui de la *Marseillaise* et celui du *Provençal* attire encore plus de monde. Mais, à part la « gloire » et quelques milliers de francs, qu'est-ce qui peut expliquer qu'ils soient devenus des institutions intouchables ?

Les à-côtés des concours

Là commence un domaine qui n'existe pas. Tout au plus, on relève une affaire judiciaire en 1962. Elle concernait un gang de la pétanque. C'est, vous dit-on, la seule qui ait jamais existé !

De plus près, les choses sont moins simples. En fait, les concours servent à établir une cote des meilleurs joueurs, un argus de la pétanque en quelque sorte. Parce qu'autour des boules, il y a plusieurs manières de ramasser des sous. Il y a la partie que l'on

dispute entre joueurs chevrons et avertis, à 2 000 ou 5 000 F, avec, autour d'elle, des paris. Et puis, il y a les « coups fumants ». Il faut dire que la Côte Bleue ou la Côte d'Azur se prêtent pas mal à ce genre de choses et les pétanqueurs, gens avertis s'il en est, l'ont vite compris. Bourgeois en mal de frissons, ou, comme on dit, « habités par la passion du jeu », engagent dans leur équipe des bons. Ils payent des joueurs expérimentés, par exemple 1 000 F la partie, pour jouer avec eux. Parfois, ces messieurs parlent très gros entre eux, mais pour l'engagé, il y a un fixe plus une prime en cas de victoire. Comble du cocasse, il arrive que les deux équipes engagent chacune un « crack », sans que l'une ou l'autre s'en doutent. Seuls les deux joueurs « ennemis » d'un moment se connaissent et... s'arrangent.

Il y a aussi d'autres pratiques. Une tripléte (nom de l'équipe de trois joueurs), formée de très bons joueurs ira « traîner » ses boules dans des lieux connus où estivants fortunés, gros propriétaires terriens disputent des parties engageant des sommes importantes. Le scénario est simple : on accroche des « gogos » et l'on joue, au début les compères perdent de petites sommes dans des parties qui semblent âprement disputées.

Et peu à peu l'équipe adverse s'enhardit, se persuade qu'elle est dans un bon jour, acquiert une confiance certaine. C'est le moment : « On la fait à 500 F le point ? » — « Bien sûr ! », d'autant que jusque là la chance était de leur côté. La partie engagée, la tripléte, qui jusque ici perdait, se métamorphose, elle est soudain devenue d'une efficacité

terrible, le pointeur fait des « bouchons », le tireur n'arrête pas de faire des « carreaux » époustouffants, pour les « gogos », c'est la débâcle : ils ont perdu 15 à 0 ou 15 à 1.

Faites le compte. Bien sûr les champions, eux, ne tâtent pas de ces combines-là, pardi on s'en serait douté !

Et les joueurs ?

Fétichistes les pétanqueurs ? Certainement, mais ils sont bien au-delà du fétichisme, lorsqu'un joueur tranquille affirme :

« Une paire de boules c'est comme une pipe ou une femme, ça ne se prête pas, des fois qu'en te la rendant elle ne soit plus à ta main. » Tout un état d'esprit, tout un petit monde de mecs et de macs gravite aussi autour de la boule. Milieu privilégié, terrain réservé aux hommes.

Lorsqu'on perd sans avoir marqué un seul point, ne dit-on pas qu'« on baise Fanny », et en effet même si on le voit de moins en moins, il est encore des terrains de boules où dans un coin accroché à la palissade, il y a un dessin ou une gravure de femme nue : c'est Fanny, et les perdants, sous l'œil goguenard de tous, vont embrasser les fesses de Fanny... Tout un programme !

Dans la pétanque aussi, le chauvinisme mâle est roi. Et si dans les concours, les femmes ont apparu, elles y ont été accueillies au début avec un état d'esprit que l'on imagine sans peine. « Ah, si aux jeux olympiques il y avait eu la pétanque, c'est sûr que la France l'avait sa médaille d'or ! Et en plus, sûr que c'était pas des Parisiens qui la ga-

gnaient ! » Parce que la pétanque, c'est aussi chauvin et même si on se défend de l'image du Marseillais galéteur et pétanqueur, on t'affirmera sans rire qu'il n'y a qu'ici qu'on sait jouer à la pétanque.

Savoir jouer, c'est bien plus que de savoir lancer des boules, c'est un état d'esprit, c'est un art. Vous en voulez la preuve : les noms donnés aux joueurs célèbres : Bébert de Cagnes, Robert le Noir, le Bombardier de Toulon, le Japonais, et dans toutes les bouches des « aficionados » de la boule, leurs faits et gestes, leurs tics, leur manière de jouer, leurs gloires de guerre en somme ! Et inévitablement, l'éloge de la pétanque se termine par une affirmation et une négation. La première sur les qualités de l'homme provençal, la deuxième sur le fait qu'il n'y a plus de bourgeois et plus d'ouvriers autour du bouchon : ils ont tous transcendé leur condition sociale, le tôle peut jouer avec Brigitte Bardot « excellente pointeuse », le chaudronnier avec le prince Rainier, « un adepte convaincu » et le maçon avec Eddy Barclay « qui, pris à la fureur du jeu, laisse sécher (oh sacrilège) son cigare » ; et tout cela dans la chaleur d'une nuit tropézienne.

N'empêche : la pétanque est plus que populaire et dans la région, elle est « le jeu » par excellence ; toutes les fêtes de l'été, fêtes de village ou fête de CE, comprennent un concours de boules « richement doté » ; tous les soirs sur les places et dans les jardins, « on s'en fait une » ; et dans la cour des usines occupées, aux moments creux, il y en a toujours un qui va sortir ses boules du coffre.